

Bulletin d'histoire politique

Colloque sur la société rurale et les institutions gouvernementales au Moyen-Âge, Montréal du 13 au 15 mai 1993



Volume 1, numéro 2-3, printemps 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063191ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063191ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1993). Colloque sur la société rurale et les institutions gouvernementales au Moyen-Âge, Montréal du 13 au 15 mai 1993. *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 64-66. <https://doi.org/10.7202/1063191ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

principes: la volonté du donateur et la sensibilité des documents. Certaines règles sont donc établies conformément à la volonté du donateur ou de sa succession. D'autres règles relèvent de l'éthique qui veut que l'on ne divulgue pas des secrets d'État ou des documents sensibles qui sont inaccessibles ailleurs (archives gouvernementales). On procède à des consultations auprès des ministères (le plus souvent Défense, Justice, Affaires extérieures, Conseil privé) pour fixer les conditions d'accès. Un fonds, en tout ou en partie peut être restreint ou fermé. Les restrictions sont diverses: signature d'une formule, obligation d'obtenir une permission écrite pour consulter, interdiction de publier sans permission, etc... Normalement, les restrictions se limitent à une période de temps: 20 ans, 30 ans, 50 ans.

Comme c'est le cas pour les documents publics, les documents privés autres que textuels et informatiques sont transférés aux deux autres divisions.

Services de référence

Pour donner un meilleur service, les Archives nationales du Canada ont regroupé les services de références dans un même service rattaché à la Direction générale des programmes publics. On peut présentement consulter les index et instruments de recherche produits par trois des quatre divisions dans une salle unique. Seuls les archives audio-visuelles et cartographiques n'ont pas encore été regroupées faute d'espace. Deux consultants sont au service des chercheurs durant les heures ouvrables dont un spécialiste en généalogie. Pour les questions plus spécialisées, on peut référer le chercheur aux archivistes des Ressources historiques.

Conclusion

Les archivistes responsables de fonds privés politiques sont confrontés d'une part aux désirs des chercheurs qui aimeraient que tout soit accessible et le plus tôt possible et, d'autre part, à la volonté des donateurs, des organismes gouvernementaux, aux règles de sécurité et aux règles qui régissent la gestion de l'information détenue par le gouvernement. Les archives privées ont aussi leurs problèmes d'accès car il n'y a jamais de séparation étanche entre des documents institutionnels, des documents ministériels ou des documents personnels et politiques. Dans ses dossiers personnels, le politicien

garde souvent des copies de documents publics sensibles.

COLLOQUE SUR LA SOCIÉTÉ RURALE ET LES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES AU MOYEN-ÂGE

Montréal, les 13, 14 et 15 mai 1993

Depuis 1989 Michel Hébert de l'Université de Québec à Montréal, Serge Lusignan et Bruno Roy de l'Université de Montréal mènent un projet subventionné par le FCAR sur la **Genèse de l'État dans l'espace français à la fin Moyen Âge: savoir et organisation sociale**. L'objectif central était d'analyser les stratégies d'appropriation du savoir par l'État naissant et les formes d'expression de l'opinion du peuple dans l'espace français entre 1250 et 1450 environ. En 1991, ils ont invité John Drendel de joindre au projet ses recherches sur les institutions villageoises en Provence à la fin du Moyen-Âge. Dans une thèse sur l'histoire économique soutenue à l'Université de Toronto en 1990, M. Drendel a signalé le rôle important pris par l'État naissant de la Provence dans l'affirmation des gouvernements locaux dans les campagnes provençales médiévales: dès lors il voulait faire une enquête plus large sur les institutions villageoises. En effet le FCAR a accepté en 1991, d'accorder une subvention de trois ans à ses recherches sur "les institutions villageoises en Provence", comme troisième volet du projet sur la genèse de l'État dans l'espace français à la fin du Moyen Âge.

Un colloque

Le colloque sur "la société rurale et les institutions gouvernementales au Moyen-Âge" répond à deux souhaits: intégrer ces recherches sur la genèse de l'État moderne et les institutions villageoises en France dans une perspective européenne plus vaste, et ouvrir la recherche de cette équipe aux apports des chercheurs nord-américains et européens qui travaillent dans les domaines connexes. Ces deux objectifs sont d'ailleurs liés. À titre d'exemples, prenez les travaux de l'invité de Toronto, le professeur J. Ambrose Raftis. Le professeur Raftis mène depuis plus de 20 ans un groupe de recherches sur l'histoire sociale des campagnes d'Angleterre médiévale dont la réputation est mondiale. Ses recherches et ceux de ses an-

ciens étudiants invités au colloque (Anne Dewindt et James Masschaele) ouvrent des perspectives importantes sur cette problématique par le biais de l'histoire comparative. Les convergences entre les intérêts de ces différents groupes de chercheurs -- "l'école de Raftis" à laquelle on peut ajouter Cynthia Nelville de Halifax; les étudiants de la France: Noël Coulet de l'Université d'Aix-en-Provence, Monique Bourin de l'Université de Tours, David Blanks de l'Université du Caire; un spécialiste des Pays-Bas médiévaux, William Tebrake de l'Université de Maine, et un groupe d'historiens, pour la plupart montréalais: Denise Angers, Michel Hébert, John Drendel et Jean-Luc Bonnaud -- feront avancer l'état de la question et ouvriront des liens de communications fructueux pour l'avenir de cette recherche au Québec

Programme des séances

Toutes les séances auront lieu dans la "salle des boiseries" de l'Université du Québec à Montréal, Pavillon Judith-Jasmin J2805, 405 Ste. Catherine-Est, Montréal. Frais d'inscription: \$30 tarif régulier, \$20 tarif étudiant.

Session 1, jeudi, 13 mai. 9:30-12:30: "Fiscalité d'État et le paysan."

Président: Claude Maire, Université du Québec à Montréal

1. James Masschaele, Rutgers University. "Purveyors and Peasants: Royal Taxation and Local Economies in Medieval England";
2. "Monique Zemer, Université de Nice. "Du bon gouvernement en société rurale: pour ou contre la taille, deux débats aux trois États du comtat Venaissin",
3. Michel Hébert, Université de Québec à Montréal. "Du village à l'État: les assemblées représentatives locales en Provence au XIV^e et XV^e siècles".

Session 2, 14:30-18:30: "Le gouvernement central, le seigneur et le paysan."

Présidente: Joanne Burgess, Université du Québec à Montréal

4. David Blanks, University of Cairo. "The Prince of Freedom in the Valley of the Vicdessos (1272-1360)";
5. Denise Angers, Université de Montréal. "Seigneurs et paysans en Normandie à la fin du Moyen Âge: un pouvoir élusif";
6. Cynthia Neville, Dalhousie University. "War, Crime and Local Communities in the North of England in the Later Middle Ages".

Session 3, vendredi, 14 mai. 9:30-12:30: "les gouvernements communautaires"

Présidente: Sylvie Dépatie, Université du Québec à Montréal

7. William H. TeBrake, University of Maine. "Rural Society and Drainage Institutions in Late-Medieval Holland";
8. John Drendel, Université de Québec à Montréal. "Lordship and Village Communities in the Upper Arc Valley, 950-1450";
9. Olivier Reguin, "La personnalité juridique des institutions villageoises au XV^e siècle: L'exemple de quelques communautés du Pays de Vaud savoyard";

Session 4, 14:30-18:30: "les gouvernements communautaires, suite."

Présidente: Francine Michaud, Université de Calgary

10. Anne Dewindt. "The Leet Jury of Ramsey";
11. Noël Coulet, Université de Provence. "Les cadastres provençaux";
12. Luciano Catalioto, "La terre, les barons et les villes en Sicile pendant la première ère angevin (1266-1274)";

Session 5, samedi 15 mai. 10:00 à 13:00: "Le paysan et l'administration centralisatrice."

Président: Edwin DeWindt, University of Detroit.

13. Ambrose Raftis, Pontifical Institution of Medieval Studies. "Devolution in Central Administration in the Late Thirteenth and Early Fourteenth Century with Respect to English Villages"

14. Monique Bourin, Université François Rabelais, Tours. "l'Administration royale et la société rurale en Bas-Languedoc (sénéchaussée de Carcassonne) 1230-1350"
15. Jean-Luc Bonnaud, Université de Québec à Montréal. "La fonction et le rôle des administrateurs comtaux locaux en Provence au XIV^e et XV^e siècles".

**LE 26 MARS 1993: UN COLLOQUE SUR
LA BIOGRAPHIE ET L'HISTOIRE
OUVRIÈRE À L'UQAM**

*par Joceline Chabot
Chargée de cours
Département d'histoire
UQAM*

Le Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec (RCHTQ) tiendra son colloque annuel plus tôt cette année, soit le vendredi 26 mars 1993, à l'UQAM. Le thème qui a été retenu: **Biographie et histoire**. À cette occasion, le RCHTQ accueillera Claude Pannetier, en charge de la publication du plus important dictionnaire biographique spécialisé en langue française, le **Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (1789-1939)**. C'est en 1955 que l'historien du mouvement anarchiste français Jean Maitron lançait le projet d'un dictionnaire biographique regroupant l'ensemble des militants du mouvement ouvrier de la Révolution française à 1939, le premier volume paraissant en 1964. Cette série monumentale, aujourd'hui terminée, comprend 43 volumes répartis en quatre périodes.

Claude Pannetier, historien, chercheur à la Maison des sciences de l'homme de Paris puis ingénieur de recherches au C.N.R.S., est le collaborateur direct de Jean Maitron depuis 1974. En 1980, il était associé à la direction de la quatrième série du *Dictionnaire (1914-1939)*, de loin la plus importante puisqu'elle compte en tout 29 volumes. Poursuivant l'oeuvre de Jean Maitron, il a édité en 1990 le dictionnaire *Allemagne*, dirigé par l'historien Jacques Droz.

Claude Pannetier s'est spécialisé dans l'exploitation prosopographique des données biographiques. Il a rédigé de nombreux articles sur les usages des dictionnaires, sur la biogra-

phique individuelle et la biographie collective. Parallèlement à ses recherches, il travaille avec une équipe de chercheurs à la création d'une base de données utilisant les 110 000 notices du *Dictionnaire biographique*. Depuis 1991, il dirige au Éditions ouvrières la collection *La part des hommes* consacrée à des biographies de militants et de militantes.

À l'occasion de la parution du dernier tome du *Dictionnaire*, l'Association des amis du Maitron, présidée par Madeleine Rebérioux, a organisé du 3 au 27 février 1993 une exposition à l'Arche de la Défense, à Paris, sur le thème **Visages du mouvement ouvrier**. Cette manifestation a donné lieu à une série de tables rondes qui visaient à expliciter la démarche du *Dictionnaire* et à en souligner les apports. On y a traité des trajectoires militantes syndicales, intellectuelles, féminines et chrétiennes.

Actuellement, Claude Pannetier travaille à la préparation d'un colloque international sur les dictionnaires biographiques, qui aura lieu en novembre 1993 à Paris. À l'invitation du département d'histoire de l'UQAM il sera au Québec du 20 mars au 3 avril pour une série de conférences. Lors du colloque du RCHTQ il participera à une table ronde consacrée aux problèmes méthodologiques et à l'utilisation possible des données d'un dictionnaire biographique. Ce sera l'occasion de poser les premiers jalons d'une réflexion pour un éventuel **Dictionnaire québécois du mouvement ouvrier**.

Ce colloque est organisé par Robert Comeau, un des membres fondateurs du RCHTQ créé en 1972 et Joceline Chabot qui a participé à la rédaction d'articles du *Dictionnaire*.

QUAND LA POLITIQUE SE FAIT LECTURE

*par Gilles Gallichan
Historien
Service de la reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Chargé de cours - Université Laval*

Gilles Gallichan, **Livre et politique au Bas-Canada, 1791-1849**, Sillery, Éditions du Septentrion, 1991, 519 p.

La politique, on le sait, s'intéresse à tout ou presque. Le milieu politique est donc, par dé-